Au Burundi, une «période de crise masquée» s’ouvre après la présidentielle

Vatican News, 29 mai 2020 Lundi 25 mai, la commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CENI) burundaise a dÃ©clarÃ© Evariste Ndayishimiye, vainqueur de lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle du 20 mai, avec un peu plus de 68% des voix. U large victoire obtenue aprÃ¨s un scrutin dont le dÃ©roulement a Ã©tÃ© contestÃ© par le parti du chef de lâ€™opposition et la ConfÃ©rence des Ã©vÃªques du Burundi. Dans communiquÃ© commun, les diplomates en poste dans le pays encouragent Â«tous les acteurs du processus Ã©lectoral Ã prÃ©server un climat pacifiqueÂ».

Si la victoire du gÃ©nÃ©ral Ã‰variste Ndayishimiye Ã cette Ã©lection prÃ©sidentielle nâ€™est pas une surprise, les semaine comportent davantage dâ€™incertitudes. Non pas tant vis-Ã -vis de lâ€™accession au pouvoir de lâ€™hÃ©ritier de Pierre Nkur que du maintien dâ€™un climat de paix dans le pays aprÃ¨s lâ€™annonce dâ€™un rÃ©sultat douteux. La rÃ©action des Ã©vÃ scrutin sâ€™est dÃ©roulÃ© sans dÃ©bordement de violences, mais dans un message publiÃ© mardi soir, la ConfÃ©rence Ã©p du Burundi a dÃ©plorÃ©Â Â«beaucoup d'irrÃ©gularitÃ©s quant Ã la libertÃ© et la transparence du processus Ã©lectoral ainsi q l'Ã©quitÃ© dans le traitement de certains candidats et des Ã©lecteursÂ». Elle dÃ©nonceÂ Â«l'exclusion de mandataires et d'observateurs des lieux de dÃ©pouillement du scrutin, l'intimidation et les contraintes exercÃ©es sur certains Ã©lecteurs par des administratifs qui les accompagnaient jusque dans les isoloirs, l'intrusion de personnes non autorisÃ©es dans les lieux de comptageÂ». Â«Face Ã ces irrÃ©gularitÃ©s et bien d'autres, nous nous demandons si elles ne portent pas prÃ©judice aux rÃ©sultatsÃ»Â dÃ©finitifs qui seront proclamÃ©s le 4 juin prochain par la Cour constitutionnelle, sâ€™interrogent les Ã©vÃªques population rÃ©signÃ©e Des irrÃ©gularitÃ©s semblables Ã celles dÃ©noncÃ©es par le parti du chef de l'opposition, Agathon R officiellement arrivÃ© deuxiÃ¨me - avec 24,19% des voix contre 68,72% pour Ã‰variste Ndayishimiye. Le Conseil national pour la libertÃ© (CNL) a dÃ©noncÃ©Â Â«une mascarade Ã©lectoraleÂ»Â et annoncÃ© son intention de dÃ©poser un recours d Cour constitutionnelle. Si le recours de l'opposition est rejetÃ©, le vainqueur sera investi en aoÃ»t pour un mandat de sept ans renouvelable une fois, Ã la fin du mandat du prÃ©sident sortant au pouvoir depuis 2005. Selon Christian Thibon, professeur dâ€™Histoire Ã lâ€™universitÃ© de Pau, il y a peu de chances que ce recours aboutisse. La tournure gÃ©nÃ©rale Ã©vÃ¨nements va doncÂ Â«dÃ©pendre de la faÃ§on dont le nouveau prÃ©sident [â€¦] va prendre en considÃ©ration le fait que Ã©lections ne se sont pas dÃ©roulÃ©es normalementÂ». Les 11 millions dâ€™habitants de ce pays de lâ€™Afrique des Grand entiÃ¨rement contrÃ´lÃ© par les combattants de la rÃ©bellion hutu des annÃ©es 1990 dont est issu le nouveau prÃ©sident, son quant Ã euxÂ Â«trÃ¨s rÃ©silientsÂ», Â«apparemment soumisÂ». Une certaineÂ Â«dÃ©espÃ©ranceÂ»Â est palpable aprÃ¨s le de lâ€™Ã©lection, mÃªme si lâ€™arrivÃ©e du nouvel homme fort du CNDD-FDD peut alimenter lâ€™espoir dâ€™une ouvertur monde est dans lâ€™attente dâ€™une solution Ã la criseÂ»Â dÃ©jÃ prÃ©sente depuis cinq ans, note Christian Thibon. Ã‰vit nouvelle explosion de la violence En 2015, la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ© avait en effet plongÃ© le pays dans une crise politique majeure, qui a fait au moins 1 200 morts et poussÃ© Ã l'exode quelque 400 000 Burundais. Il avait annoncÃ© en 2018 qu'il ne serait pas candidat Ã sa succession. Le Burundi pourrait-il donc Ã nouveau plonger dans la violence? Pour Christian Thibon,Â Â«il peut y avoir des dÃ©bordements, essentiellement de la part des â€œjeunesses politiquesâ€•Â»Â ouÂ Imbonerakure, la milice du parti, qui constituent unÂ Â«Ã©lÉ de dÃ©stabilisationÂ». Par ailleurs,Â Â«il y a toujours cette culture de guerre en germe dans la vie politiqueÂ»Â burundaise. Le calme qui semble rÃ©gner pour lâ€™heure est donc fragile. Dans leur communiquÃ© publiÃ© mercredi, les diplomates en post au Burundi ont choisi dâ€™appeler l'opposition Ã privilÃ©gier les voies de recours lÃ©gales pour contester les rÃ©sultats, sans faire mention dâ€™irrÃ©gularitÃ©s dans le dÃ©roulement du scrutin prÃ©sidentiel. Ces diplomates, parmi lesquels les ambassadeurs d'Allemagne, de Belgique, de France, de l'Union europÃ©enne, ou encore la chargÃ©e d'affaires des Ã‰tats-Unis, disent encouragerÂ Â«tous les acteurs du processus Ã©lectoral Ã prÃ©server un climat pacifiqueÂ»Â etÂ Â«exhorte donc tous les acteurs nationaux Ã faire preuve de responsabilitÃ©Â». Entretien rÃ©alisÃ© par AdÃ©laÃ¯de Patrignani â€“ CitÃ© du

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});